

NPA Arguments : pour une autre Europe !

dimanche 3 mai 2009, par [NPA / NPA l'Anticapitaliste](#) (Date de rédaction antérieure : 30 avril 2009).

Partout en Europe, les gouvernements s'attachent à nous faire payer leur crise. Une orientation de rupture avec les politiques libérales est plus que jamais nécessaire.

La crise qui frappe aujourd'hui le cœur même de l'économie capitaliste n'a pas épargné l'Union européenne (UE). Du Traité de Rome de 1957 jusqu'au minitraité européen de 2007 en passant par le Traité de Maastricht, tous les choix politiques ont favorisé la libre circulation des marchandises, des biens, des services et des capitaux. Ils ont été imposés aux peuples par des institutions pour la plupart non élues, la seule soumise au suffrage universel, le Parlement européen, n'ayant quasiment pas de pouvoir de décision. Leur Europe n'est pas la nôtre !

Cette Europe qu'ils nous imposent est au service des multinationales et de la finance. Les populations des Pays-Bas et de la France, en 2005, puis de l'Irlande en 2008, ont rejeté ce projet de société, en votant majoritairement « non » au projet de traité constitutionnel. L'Union européenne a une responsabilité majeure dans la dégradation des équilibres environnementaux. Par ses politiques antisociales et sa défense de la « concurrence non faussée », elle ajoute les inégalités sociales aux inégalités environnementales. Le « capitalisme vert » ne modifiera pas le productivisme.

Une véritable Europe sociale ne pourra voir le jour que par une contre-offensive des travailleuses et des travailleurs pour annuler toutes les lois et mesures de régression sociale imposées par le patronat et ses gouvernements dans tous les pays d'Europe. Pour les élections au Parlement européen, le 7 juin prochain, le NPA mènera une campagne résolument internationaliste, en convergence avec des forces de la gauche anticapitaliste européenne, notamment au Portugal, dans l'Etat espagnol, en Pologne, en Irlande, en Ecosse, etc. Le NPA présente des listes dans les sept circonscriptions de France, pour défendre un plan de mesures de rupture avec le capitalisme, basé sur le partage des richesses, sous le contrôle de la population. Voici quelques-unes de ces mesures.

1) Une Europe de l'emploi

Les travailleurs n'ont aucune responsabilité dans la gestion et dans la faillite du système capitaliste. Ils n'ont donc pas à en payer les conséquences, en perdant leur emploi ou en perdant du salaire en cas de chômage partiel. Les politiques de l'Union européenne encouragent la précarité (temps partiels imposés, intérim, revenus et retraites amputés, recul de l'âge de la retraite, etc.). L'Europe que nous voulons exige des critères opposés à ceux du marché. A l'inverse de l'Union européenne au service des multinationales et de la finance, elle unifiera par le haut les droits sociaux, les conditions de travail, les retraites et la législation sociale, pour l'ensemble des travailleurs et travailleuses des pays européens. Nous revendiquons une diminution du temps de travail, vers les 30 heures pour tous et toutes, sans flexibilité ni annualisation, et avec création de postes sous contrôle des salariés. Tous les contrats précaires doivent être convertis en emplois statutaires ou en CDI. Nous sommes pour une loi d'interdiction des licenciements, et pour le contrôle des salariés et salariées sur les conditions d'emploi et d'embauche.

2) Une autre répartition des richesses en Europe

L'urgence, c'est l'augmentation de tous les salaires, retraites et minima sociaux, de 300 euros net par mois. C'est aussi un plan de rattrapage des salaires des femmes. C'est possible en prenant les dix points du PIB qui sont passés de la poche des travailleurs à celle des capitalistes ces 25 dernières années : en France, cela représente plus de 170 milliards d'euros par an. Contre la mise en concurrence des salariés, il faut rendre obligatoire un salaire minimum dans chaque pays européen, qui serait l'équivalent, en termes de pouvoir d'achat, des 1500 euros net que nous revendiquons en France. Face à la crise, il ne faut pas moins, mais beaucoup plus de protection sociale ! L'Europe que nous voulons garantirait des normes élevées de protection sociale et de services publics, fondées sur la socialisation des richesses produites (salaires sociaux ou collectifs) et une nouvelle répartition entre les salaires et les profits, au détriment de ces derniers. Pour réaliser tout cela, il faut prendre sur les profits. Il faut que les salariés et la population contrôlent les comptes des entreprises et les mouvements de capitaux, imposent la fermeture des paradis fiscaux et la taxation des profits. L'urgence économique exige que les populations contrôlent également les banques centrales, en particulier la Banque centrale européenne.

3) Une Europe des services publics

Se loger, se chauffer, se nourrir, étudier, se soigner, se divertir, se déplacer : autant de droits élémentaires que les services publics doivent garantir à toutes et à tous. Aujourd'hui, l'Union européenne et les gouvernements continuent la casse et la privatisation des services publics. Ce sont des marchés très lucratifs pour les entreprises privées, qui n'hésitent pas à les démanteler, avec de lourdes répercussions sur nos vies quotidiennes. Le NPA revendique plus de services publics ; des embauches et des moyens massifs ; l'arrêt des privatisations de la santé et de l'éducation ; le développement des services de la petite enfance et des personnes âgées, des transports et de la culture ; la création d'un pôle public bancaire ; la nationalisation des énergies. Les élections européennes doivent être l'occasion de faire converger les mouvements de défense des services publics, aujourd'hui nombreux, et d'organiser la solidarité entre usagers et travailleurs.

4) Une Europe écologique

Les grandes firmes capitalistes ont une forte influence sur les décisions européennes, de sorte que l'Europe actuelle est une énorme consommatrice d'énergie, produisant des déchets nucléaires et dégradant le climat. Or, le réchauffement global est, avec le nucléaire, l'une des plus grandes menaces pour l'humanité. Le paquet climat-énergie de l'UE préconise des objectifs inférieurs aux recommandations des climatologues et vise surtout à délocaliser dans les pays du Sud la réduction des gaz à effet de serre. L'Europe que nous voulons doit organiser une véritable révolution énergétique, une rupture avec les modes actuels de production, de consommation et de transport. Gratuites pour les usagers, ces mesures devront être financées par une taxe sur les profits du secteur énergétique. Cela permettrait de créer plus de 800000 emplois dans la rénovation et les énergies renouvelables, et des dizaines de milliers d'autres dans les transports en commun. La politique agricole commune au service des agrimanagers et des industriels a provoqué la dérégulation des marchés et la volatilité des cours, concentré les productions, détruit les sols, pollué l'eau, accentué la dépendance aux énergies fossiles, contribué au réchauffement climatique. Les politiques européennes sur la pêche, en s'alignant sur le modèle néolibéral, ont accentué la surexploitation des mers en autorisant toujours plus de pêche industrielle. Elles n'ont su protéger ni l'équilibre de la biosphère, ni les pêcheurs face à la destruction de leur métier. En matière de politique agricole commune comme en matière de pêche, il faut radicalement changer de cap !

5) Pour les droits des femmes

La législation concernant l'avortement est très inégale en Europe. Il est toujours pénalisé en Irlande, en Pologne et à Malte, et très limité en Italie et au Portugal. Nous exigeons le droit à l'avortement et

à la contraception libres et gratuits dans toute l'Union européenne. Nous voulons une loi-cadre européenne contre les violences faites aux femmes qui prenne en compte les violences dans la famille et le couple, au travail, dans les lieux publics, les violences lesbophobes, la prostitution, une loi qui s'impose à tous les pays pour lutter contre les violences sexistes dans toutes leurs dimensions : prévention, sanction, accueil et accompagnement des victimes, protection des victimes, garantie de leur revenu et de leur droit au séjour, accès au logement. Les inégalités de salaire entre hommes et femmes persistent : de 20 à 35% selon les pays. Nous exigeons l'égalité salariale, avec un rattrapage des salaires des femmes, seul à même de résorber les inégalités.

6) Contre l'Europe forteresse, une Europe solidaire !

L'Europe actuelle est une véritable forteresse, où la situation des immigrés ne cesse de se compliquer. La politique de l'Union européenne vise à une « gestion concertée des flux migratoires », c'est-à-dire pouvoir utiliser la main-d'œuvre étrangère du Sud au bon vouloir des besoins des capitalistes européens. Les immigrés sont transformés en main-d'œuvre jetable, à utiliser en cas de besoin puis dont on se débarrasse, la fameuse « immigration choisie ». En juin dernier, le Parlement européen votait la « directive de la honte », qui permet de porter la durée de rétention pour les sans-papiers à dix-huit mois. Nous ne voulons pas de cette Europe. Au contraire, nous voulons une Europe ouverte à toutes et à tous, antiraciste, multiculturelle, et nous demandons la suppression de toutes les lois racistes et discriminatoires, une Europe de l'égalité des droits. Cela passe notamment par la régularisation de tous les sans-papiers, l'arrêt des rafles et la fermeture des centres de rétention, la liberté de circuler et la fin du contrôle de l'immigration, le droit de vote pour tous les immigrés à toutes les élections.

P.-S.

* Paru dans « Tout est à nous » (TEAN) n° 6 du 30 avril 2009.